

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

REF. MARCHE : 25 – 971 – 027

PRESTATIONS DE MEDECINE DU TRAVAIL

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4- DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5- PROCÉDURE ET FORME	3
ARTICLE 6- MARCHES ULTÉRIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE 7- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 8- DEVOIR DE CONSEIL ET RESPONSABILITÉ	4
ARTICLE 9- OBLIGATIONS PARTICULIÈRES	4
ARTICLE 10- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	5
ARTICLE 11- PRIX.....	5
ARTICLE 12- FACTURATION	6
ARTICLE 13- CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 14- DISPOSITIF DE VIGILANCE	8
ARTICLE 15- CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURITÉ	9
ARTICLE 16- CONFLITS D'INTÉRÊTS	10
ARTICLE 17- CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 18- MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 19- ASSURANCE.....	12
ARTICLE 20- PÉNALITÉS	12
ARTICLE 21- DÉFAILLANCE DU TITULAIRE/ GREVE DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 22- RESILIATION DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 23- RÈGLEMENT DES LITIGES.....	13
ARTICLE 24- DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	13

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut le marché avec son titulaire ;
- Le titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur de la C.G.S.S.

ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet d'assurer les missions de médecine professionnelle et préventive qui incombent à la CGSS à l'égard de son personnel, en application des dispositions prévues par les articles L.4621-1 et suivants pour la partie législative, et R.4621-1 et suivants pour la partie réglementaire du code du travail, ainsi que par les conventions collectives qui lui sont applicables :

- Convention collective nationale du travail du 8 février 1957 du personnel des Organismes de Sécurité sociale,
- Convention collective nationale du travail du 25 juin 1968 des agents de Direction et des agents comptables des Organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Les détails des opérations à réaliser sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3-ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'un marché global.

ARTICLE 4-DUREE DU MARCHÉ

La durée d'exécution du présent marché est précisée à la rubrique B5 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5-PROCEDURE ET FORME

La présente consultation est passée en application de l'article R.2123-1-3° du Code de la Commande Publique relatif au recours à une procédure adaptée ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (code CPV de 85000000-9 à 85323000-9 services de santé et services sociaux).

Elle est soumise à l'arrêté du 19 juin 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

ARTICLE 6-MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la passation de marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence, pour confier au titulaire, la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que les marchés correspondants soient notifiés au plus tard dans un délai de trois (3) ans à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 7-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité, conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- le cadre du mémoire technique renseigné par le titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

ARTICLE 8-DEVOIR DE CONSEIL ET RESPONSABILITE

8.1 DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire est tenu pour l'ensemble des prestations du marché, à un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde, qui doivent être formulés par écrit et transmis à la CGSS. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

De manière générale, le titulaire doit informer la CGSS de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation. Il doit notamment signaler les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens et indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de la CGSS différente de celle qu'il aura préconisée.

8.2 RESPONSABILITE

Le titulaire est seul responsable à l'égard de la CGSS et des tiers, pour l'ensemble des prestations couvertes par le marché jusqu'à l'expiration de celui-ci, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par son personnel, de tout manquement ou de toute autre cause pouvant lui être imputée dans l'exécution du marché.

Les réparations des dommages ou avaries qui viendraient à se produire de son fait aux ouvrages de la CGSS seront exécutées d'office à ses frais, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse après un délai de 15 (quinze) jours.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans les cas de force majeure.

ARTICLE 9-OBLIGATIONS PARTICULIERES

9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, de manière à garantir l'exécution des prestations décrites dans le CCTP dans le respect des prescriptions du présent CCAP.

Le titulaire et son personnel (médical et administratif) sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, études et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution des prestations.

Ils s'interdiront notamment toute communication écrite ou verbale sur le sujet.

Par ailleurs, ils sont tenus au secret médical par lequel ils s'interdiront toute publication partielle ou totale de tous documents et informations dont ils auront eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire proposera des améliorations en matière de :

- de conditions de vie et de travail dans l'entreprise ;
- d'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail

- de protection des salariés
- d'hygiène, de prévention et d'éducation sanitaire.

Pour tous les examens obligatoires, le titulaire délivre des fiches d'aptitude ou d'attestations de visite prévues par la réglementation en vigueur.

9.1.1 Diplômes et formation

Le médecin du centre de prévention et de santé au travail, en charge du suivi du personnel de la CGSS, doit être titulaire de l'un des diplômes, titres ou certificats exigés pour exercer ses fonctions (article R.4623-2 du code du travail).

Le titulaire s'engage, de manière régulière, à assurer la formation continue et la mise à jour des connaissances de tous les personnels en santé et sécurité au travail composant son effectif.

9.1.2 Equipement/appareillage médical

Le titulaire dispose d'équipements et appareillages médicaux (tensiomètre, audimètre, oxymètre, spiromètre, visiomètre, etc.) garantissant un suivi médical optimal du personnel CGSS et permettant un suivi statistique des données médicales.

9.2 OBLIGATIONS DE LA CGSS

La CGSS s'engage à :

- appliquer scrupuleusement les prescriptions, indications ou conseils écrits donnés
- assurer le libre accès des locaux au personnel du titulaire afin de lui permettre d'effectuer les prestations ;
- fournir la liste nominative des salariés concernés pour la durée du marché
- signaler immédiatement les départs et arrivées du personnel, embauches et reprises du travail
- définir les postes qui nécessitent une surveillance médicale renforcée
- s'assurer que les personnels sont régulièrement convoqués aux examens médicaux
- faciliter la présentation du personnel aux différentes convocations et respecter les modalités prévues en cas d'empêchement
- fournir au titulaire les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations.

ARTICLE 10-CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

10.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire prend des mesures pour limiter autant que possible, les émissions de CO2.

10.2 CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 11-PRIX

Les prix sont établis en euros. La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres.

L'ensemble des prestations et livrables attendus font l'objet d'une cotisation annuelle par salarié rapportée au nombre de salariés concernés pour la durée du marché, conformément à l'article L4622-6 du Code du travail modifié par la loi du 2 août 2021.

Le nombre de salariés concernés pour la durée du marché sera transmis par la CGSS dans les 10 jours suivants la notification du marché.

Le prix couvre toutes les charges du titulaire et comprend notamment toutes les dépenses, tous les frais généraux, charges sociales ou fiscales et taxes diverses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, y compris les frais de déplacement, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

11.1 VARIATION DES PRIX

11.1.1 Actualisation des prix

Aucune actualisation des prix n'est prévue au présent marché.

11.1.2 Révision des prix

La cotisation globale annuelle pour un salarié est révisable à la date anniversaire du marché par référence au tarif ou barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur par courriel avec accusé de réception, le détail du prix révisé accompagné du tarif ou barème appliqué à l'ensemble de sa clientèle.

Le silence de la CGSS dans un délai de 21 jours ouvrés à compter de la réception du courrier vaut acceptation de la cotisation forfaitaire révisée.

11.2 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Dans la mesure où la cotisation forfaitaire révisée à la hausse viendrait à dépasser le seuil annuel de 3 % par rapport à celle précédemment pratiquée, la CGSS se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché sans indemnité.

ARTICLE 12-FACTURATION

Les factures sont établies à terme à échoir trimestriellement, sur la base de la formule suivante : cotisation forfaitaire annuelle pour un salarié (Indiquée au BP) x nombre de salariés concernés pour la durée du marché (fourni par la CGSS)/4.

Les factures trimestrielles correspondent chacune au quart de la cotisation globale annuelle.

Dans le cas où le nombre de salariés couverts par cette cotisation serait inférieur ou supérieur au nombre visé dans la liste transmise par la CGSS ; le titulaire transmet une facture rectificative à l'échéance du marché.

Chaque visite programmée non effectuée et non annulée dans les délais fait l'objet d'une facturation mensuelle.

12.1 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture

électronique non adressée via Chorus Pro, la CGSS de la Guadeloupe informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CGSS informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CGSS de la Guadeloupe en tant que destinataire de la facture : **314 572 025 00307**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **Service Achats Marchés – code : 3621**
- Le numéro d'engagement correspond au **numéro du marché** tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

CGSS de la Guadeloupe- Service Achats Marchés
CS 38104
97181 Les Abymes Cedex

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro et date de facture ;
- nom et adresse du destinataire ;
- numéro du marché ;
- numéro de son compte bancaire ou postal ;
- prestations effectuées ;
- montants HT, TVA. et TTC.

12.2 MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CGSS se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Conformément à l'article R3133-10 du code de la commande publique, le Directeur Comptable et financier de la CGSS règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le titulaire et réception par la CGSS des livrables et prestations prévus au CCTP.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CGSS en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent marché seront déduites du montant de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

ARTICLE 13-CLAUDE DE REEXAMEN

13.1 REMPLACEMENT DU PERSONNEL MEDICAL OU ADMINISTRATIF

Le titulaire peut proposer à la CGSS le remplacement du personnel médical ou administratif qui peut intervenir, après accord entre les parties, dans les cas suivants :

- cessation d'activité,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles,
- décès.

La CGSS apprécie la qualité du remplaçant sur la base des pièces produites par le titulaire et accepte ou non la substitution.

13.2 AUTRES MODIFICATIONS

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il est fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il est fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique (CCP).

En cas de circonstances imprévues, il est fait application de l'article R2194-5 du CCP.

En cas de modification(s) non substantielle(s), il est fait application de l'article R2194-7 du CCP.

En cas de modification de faible montant, il est fait application des articles R2194-8 et R2194-9 du CCP.

ARTICLE 14-DISPOSITIF DE VIGILANCE

La situation du titulaire sera appréciée au dernier jour du mois précédent la transmission de pièces.

Le dispositif de vigilance est mis en œuvre via l'appliquet **e-Attestations**.

Au plus tard à la notification du marché, le titulaire communique une adresse électronique qui sera inscrite à l'appliquet.

Par la suite, il recevra un lien par le biais duquel il devra s'inscrire sur l'appliquet afin de mettre en ligne les documents demandés. Il devra s'assurer que les documents mis en ligne sont à jour.

En cas d'impossibilité matérielle de s'inscrire sur la plateforme, il en informe l'Unité Contrats et Marchés Publics et transmet ses attestations au courriel du service : service.marches@cgss-guadeloupe.fr

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et pendant toute la durée de celui-ci les pièces suivantes :

1) Conformément aux dispositions de l'article R2143-8 du code de la commande publique et de l'article D 8222-5-1° du Code du travail :

a) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité Sociale, datant de moins de 6 mois.

b) les copies des attestations et certificats fiscaux prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales.
c) une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail).

2) Lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail :

a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), OU
b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, OU
c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, OU
d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, le titulaire s'expose à des pénalités s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la dissimulation d'activité ou la dissimulation d'emploi salarié. Le montant des pénalités peut atteindre 10 % du montant maximum du marché.

En cas d'information de la situation irrégulière, le titulaire doit faire cesser cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure, doit apporter à la CGSS la preuve qu'elle a mis fin à cette situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées, la CGSS peut appliquer des pénalités et le cas échéant résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 15-CONFIDENTIALITE ET SECURITE

15.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,

- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

15.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'organisme, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en terme de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'organisme, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme pourra décider de résilier le marché.

15.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Si pour l'exécution du présent marché le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

15.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

15.5 DUREE DES OBLIGATIONS

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 16-CONFLITS D'INTERETS

Le prestataire s'engage à prévenir tout conflit d'intérêts pouvant nuire à l'impartialité de ses missions. Il déclare sans délai toute situation actuelle ou potentielle de conflit. Il s'interdit toute activité incompatible avec ses fonctions, notamment tout lien direct avec les bénéficiaires de ses recommandations. En cas de manquement, des sanctions pouvant aller jusqu'à la résiliation du marché seront appliquées. La confidentialité des données traitées est également obligatoire.

ARTICLE 17-CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

17.1 CHANGEMENT SANS CREATION D'UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié à la CGSS par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Le titulaire sera tenu de fournir un K-BIS

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

17.2 CHANGEMENT ENTRAINANT UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, cession, absorption, restructuration, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire..., le transfert du marché à cette autre entité serait possible dans les mêmes conditions d'engagements.

Le nouveau titulaire apporte la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il vérifie également la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale. Il s'assure, en outre, de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Ce changement se formalise par la conclusion d'un avenant de transfert. Celui-ci doit comporter la signature du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

La CGSS se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 18-MISE EN OEUVRE DE LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque marché de sous-traitance. Les actions pouvant être sous traitées sont strictement les suivantes : **animation ponctuelle de sensibilisation, prestations techniques (mesures physique bruit, etc.) ou formations externes.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le formulaire DC4 qui peut être fourni à la CGSS soit au moment du dépôt de l'offre soit en cours d'exécution du marché mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitées sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le contrat a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CGSS des prestations sous-traitées.

ARTICLE 19-ASSURANCE

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par le personnel de la CGSS à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommage matériel ou immatériel qu'il causerait au personnel, aux biens et installations de la CGSS, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses effectifs.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de ses responsabilités garanties.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

À défaut de production de l'attestation d'assurance, le marché pourra être résilié, conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à ce que la (ou les) police(s) d'assurance en cause conserve(nt) tous ses (leurs) effets pour la durée du marché. Le montant des garanties souscrites devra être suffisant et adapté à la prestation objet du présent marché et à ses conséquences dommageables.

ARTICLE 20-PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité pour quelque motif que ce soit. Il encourt de plein droit et sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Manquements	Montant pénalité
Absence aux réunions trimestrielles	300 € par réunion
Non-respect du nombre de visites convoquées sur la base du forfait annuel sur lequel s'est engagé le titulaire	50 € par visite non convoquée prévue dans le forfait
Non remise des livrables attendus (rapports, avis)	100 € par jour ouvré de retard
Retard de programmation de 1 ^{ère} visite à compter de la transmission de la liste des salariés concernés pour la durée du marché	50 € par jour ouvré de retard
Retard de planification d'une visite d'embauche ou de reprise à compter de la demande de la CGSS	50 € par jour ouvré de retard
Retard de re-planification d'une visite d'embauche ou de reprise suite au report d'une visite annulée	50 € par jour ouvré de retard

Retard d'établissement et de transmission de la fiche d'entreprise à compter de la notification du marché	100 € par jour ouvré de retard
---	--------------------------------

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

Elles commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Elles ne s'appliquent pas si la faute est imputable à la CGSS ou est l'effet d'un cas de force majeure ayant touché le titulaire.

ARTICLE 21-DEFAILLANCE DU TITULAIRE/ GREVE DU TITULAIRE

Nonobstant les dispositions énoncées ci-dessus, la CGSS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier (y compris pour fait de grève de son personnel) d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

ARTICLE 22-RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation peut être prononcée conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En complément des cas de résiliation visés au chapitre 7 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié en cas de modification substantielle des conditions d'exécution par le titulaire.

En outre, la CGSS peut aussi prendre la décision de résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse et sans indemnisation :

- s'il refuse l'application des pénalités visées à l'article 20- du présent CCAP ;
- en cas d'inexécution répétée des prestations ;
- s'il ne fournit pas les pièces qu'il s'engage à produire tous les six mois à compter de la notification du présent marché, conformément aux dispositions de l'article 14- du présent CCAP.

ARTICLE 23-REGLEMENT DES LITIGES

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage. En cas de recours judiciaire, les tribunaux français sont seuls compétents.

23.1 LITIGES RELATIFS A L'EXECUTION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'exécution est le Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre, 7 rue Victor Hugues, 97110 POINTE A PITRE.

Tél : 0590 89 69 50

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

23.2 LITIGES RELATIFS A LA PASSATION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la passation est le Tribunal Judiciaire de Fort-de-France, 35 Bd du Général de Gaulle, 97200 FORT DE FRANCE.

Tél : 0596 48 41 41

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

ARTICLE 24-DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'ARTICLE 19- du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'ARTICLE 20- du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.